



LE DÉPARTEMENT



MONTMEYAN



PLU

Plan Local d'Urbanisme

Document n°5.

Annexes générales

Prescription du PLU : DCM du 26 septembre 2013

Arrêt du projet de PLU : DCM du 29 mai 2019

Approbation du PLU : DCM du 5 mars 2020



les solutions d'aménagement...
AMÉNAGEMENT
URBANISME
ENVIRONNEMENT
PAYSAGE
DÉVELOPPEMENT
www.begeat.fr
131 Place de la Liberté
83000 Toulon
Tél : 04 94 93 58 17
Mail : contact@begeat.fr

Table des matières

1. Les Servitudes d'Utilité Publique	3
1.1 Liste des servitudes transmises par l'Etat	3
1.2 Application de la servitude T7 sur l'ensemble du territoire	7
2. Les annexes Sanitaires	9
2.1 Déchets.....	9
2.2 Adduction d'eau potable	10
<i>Périmètres de protection des points d'eau</i>	<i>10</i>
<i>Extrait du rapport annuel du délégataire (Suez 2017)</i>	<i>22</i>
2.3 Assainissement collectif	41
<i>Extrait du rapport annuel du délégataire (Suez 2017)</i>	<i>41</i>
<i>Extrait du plan du réseau d'assainissement (Suez, 06/2017)</i>	<i>53</i>
2.4 Assainissement non collectif	54
2.5 Découpage du territoire par type d'assainissement : collectif ou non collectif.....	55

1. Les Servitudes d'Utilité Publique

1.1 Liste des servitudes transmises par l'Etat



14 JAN. 2013

Commune de **MONTMEYAN**

Liste des Servitudes

4C



© DDTM du Var

Liste des Servitudes d'Utilité Publique

Page 2 sur 4

MONTMEYAN

-
- A1** Forêts soumises au régime forestier : Les articles L. 151-1 à L. 151-6 du code forestier sont abrogés mais les servitudes existantes continuent d'être appliquées (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme I - A - a - 1°)
- ☒ *Direction Départementale des Territoires et de la Mer - 244 avenue de l'Infanterie de Marine - B.P. 501 - 83041 Toulon cedex 9*
- Centre de l'Office National des Forêts - Agence Interdépartementale du Pradet - Chemin San Peyre - 83220 Le Pradet*
- ☞ **Forêt communale de MONTMEYAN**
- ☞ **Forêt domaniale du PELENC**
- ☞ **Forêt domaniale de MONTMEYAN**
-
- A2** Dispositifs d'irrigation, canalisations souterraines : Articles L.152-3 à L.152-6 du code rural et de la pêche maritime (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - C - b - 2°)
- ☒ *Société du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale - Le Tholonet - CS 70064 13182 Aix en Provence cedex 5*
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer - 244 avenue de l'Infanterie de Marine - B.P. 501 - 83041 Toulon cedex 9*
- ☞ **Canalisations souterraines d'irrigation**
-
- A5a** Canalisations publiques d'eau et d'assainissement : Articles L. 152-1 & L. 152-2 du code rural et de la pêche maritime (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - C - b - 1°)
- ☒ *Unité de gestion - Services communaux*
- Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale du Var - Cité Sanitaire - avenue Lazare Carnot - 83076 Toulon cedex*
- ☞ **Canalisations publiques du réseau de distribution d'eau potable et d'assainissement**
- =====

Liste des Servitudes d'Utilité Publique

Page 3 sur 4

MONTMEYAN

- ASI Conservation des eaux potables et minérales : Article L. 215-13 du code de l'environnement - articles L. 1321-2, L. 1321-2-1 et R. 1321-6 et suivants du code de la santé publique (eaux potables) - articles L 1322-3 à 1322-13 et R. 1322-17 et suivants du code de la santé publique (eaux minérales) - (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme I - A - c - 2° & 3°)

☒ Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale du Var - Cité Sanitaire - avenue Lazare Carnot - 83076 Toulon cedex

Bureau de Protection des Ressources en Eau des collectivités (BPREC), Rond-Point du 4 Décembre 1974, 83007 Draguignan Cedex

- ☞ Périmètres de protection des eaux du Verdon et des retenues de Gréoux et de Quinson
décret du 23/07/1977

- ☞ Périmètres de protection du champ de captage syndical de Montmeyan
arrêté préfectoral du 12/08/1991

- I4c Electricité : établissement des lignes électriques : Code de l'énergie (articles L 323-1 et suivants), code de l'environnement (articles L 554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R 554-38), loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (articles 8 et 47), loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée, décret n° 70-492 du 1er juin 1970 modifié (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - A - a)

☒ **RTE- Groupe Maintenance Réseau Provence Alpes du Sud**
251 rue Louis Lépine Les Chabauds Nord 13320 Bouc Bel Air Tel : 04 42 65 67 00

RTE- Centre Développement et Ingénierie Marseille
46, avenue Elsa Triolet 13 417 Marseille Cedex 8

- ☞ ligne 225 kV : BOUTRE - TRANS
Arrêté interministériel du 28/03/2012

- I4e Electricité : établissement des lignes électriques : Code de l'énergie (articles L 323-1 et suivants), code de l'environnement (articles L 554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R 554-38), loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (articles 8 et 47), loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée, décret n° 70-492 du 1er juin 1970 modifié (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - A - a)

☒ E.R.D.F. Subdivision de Brignoles - 17 Boulevard du Maréchal Foch - B.P.150 - 83170 Brignoles

- ☞ Réseaux de distribution publique M.T. et B.T.

Liste des Servitudes d'Utilité Publique

Page 4 sur 4

MONTMEYAN

INT1 Cimetières : Articles L. 2223-1 et L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme IV - A - a)

☒ *Services communaux*

 **Cimetière communal de Montmeyan**

© DDTM du Var

1.2 Application de la servitude T7 sur l'ensemble du territoire

Rappel : La servitude T7 s'applique à l'ensemble du territoire national: ainsi, il n'y a pas de zonage puisqu'elle s'applique partout, en dehors des zones de servitudes T5 de dégagement des aérodromes. C'est au stade de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme que le service instructeur consulte la DGAC si le projet entre dans les obstacles à la circulation aérienne (en fonction de sa localisation et de sa hauteur), l'autorisation d'urbanisme étant subordonnée à l'accord du ministre (R425-9 du code de l'urbanisme). Cette servitude n'apparaît donc pas sur le document graphique relatif aux SUP.

T 7

T7 RELATIONS AERIENNES

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne. Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.

Textes de réglementation générale

- Code de l'Urbanisme, (notamment ses articles R. 423-63 et R. 425-9)
- Code de l'Aviation Civile, (notamment R. 244-1 et D. 244-2 à D. 244-4)
- Code des Transports (notamment article L. 6352-1)
- Arrêté du 25 juillet 1990.(ci-joint)

Etendue de la servitude

Totalité du territoire communal

Limitation au droit d'utiliser le sol

Soumettre à autorisation du ministre chargé de l'Aviation Civile et du ministre chargé des Armées, toute installation (constructions fixes ou mobiles, poteaux, pylônes et câbles à l'exception des lignes électriques) pouvant constituer des obstacles de grande hauteur, dépassant les altitudes suivantes :

- a. En dehors des agglomérations, installations > 50 m / niveau sol ou eau.
- b. Dans les agglomérations (*), installations > 100 m / niveau sol ou eau.

Services à consulter

DGAC / SNIA - Nice-Corse
Aéroport Nice-Côte-d'Azur
Bloc technique T1
CS 63092
06202 NICE Cedex 3

et Région Aérienne Sud
Zone Aérienne de Défense Sud
Section Environnement Aéronautique
Base Aérienne 701
13661 SALON AIR

(*) : agglomération au sens de la carte aéronautique au 1/500 000

annexe à la fiche T7

Arrêté ministériel du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,
Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-38-13;
Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1;
Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques;
Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

Arrêtent:

Art. 1er. - Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent:

- a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau;
- b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Art. 2. - Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à:

- a) 80 mètres, en dehors des agglomérations;
- b) 130 mètres, dans les agglomérations;
- c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment:

- les zones d'évolution liées aux aérodromes;
- les zones montagneuses;
- les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 3. - L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées est abrogé.

Art. 4. - Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des dispositions applicables à chaque territoire en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

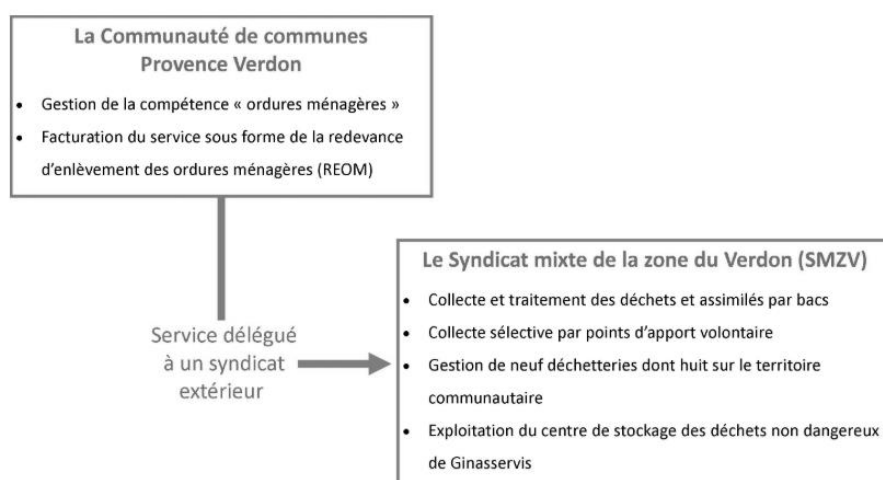
Art. 5. - Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1990.

2. Les annexes Sanitaires

2.1 Déchets

La Communauté de communes gère pour le compte de ses communes la compétence "collecte et traitement des ordures ménagères" dans le cadre d'une politique de protection de l'environnement. Elle a d'abord travaillé avec les organismes préexistants comme le Syndicat Mixte de la Zone du Verdon (SMZV), le SIVOM du Haut-Var et le SIVU des Trois Croix. Actuellement, l'ensemble du service de gestion des ordures ménagères est confié au Syndicat mixte de la Zone du Verdon soit la collecte, le traitement, les points d'apport volontaire* et les neuf déchetteries du territoire communautaire. Provence Verdon facture aux usagers le service de collecte et de traitement des déchets au travers de la REOM (Redevance d'enlèvement des ordures ménagères).



Le Syndicat Mixte de la Zone du Verdon est chargé de ramasser et de collecter les ordures ménagères déposées dans les conteneurs (bacs roulants) et les points d'apports volontaires (PAV) pour la collecte sélective.

Consignes de tri dans les PAV. Dans les points d'apport volontaire (PAV), des contenants de couleur différente permettent de jeter les déchets triés. Pour faciliter le tri et la collecte des déchets ménagers et améliorer l'esthétisme des espaces publics au cœur des villages, la Communauté de communes procède à la livraison et l'installation progressive sur son territoire de conteneurs enterrés et semi-enterrés qu'elle finance. Les travaux préparatoires de fouilles (trous) sont assurés par les communes. Les colonnes aériennes en place ne sont pas supprimées, elles sont réaffectées sur le territoire. Les usagers du service bénéficient ainsi de davantage de points de collecte et d'une meilleure desserte. Ces points tri et déchets ménagers sont positionnés sur des axes de circulation fréquentés ou à proximité de zones d'habitat important.

Associer les conteneurs de tri (papier, verre et emballage) à un conteneur d'ordures ménagères permet d'améliorer le geste du tri des utilisateurs. Pour le Syndicat, le tri effectué en points d'apport volontaire ou en déchetterie engendre des économies de traitement.



Montmeyan

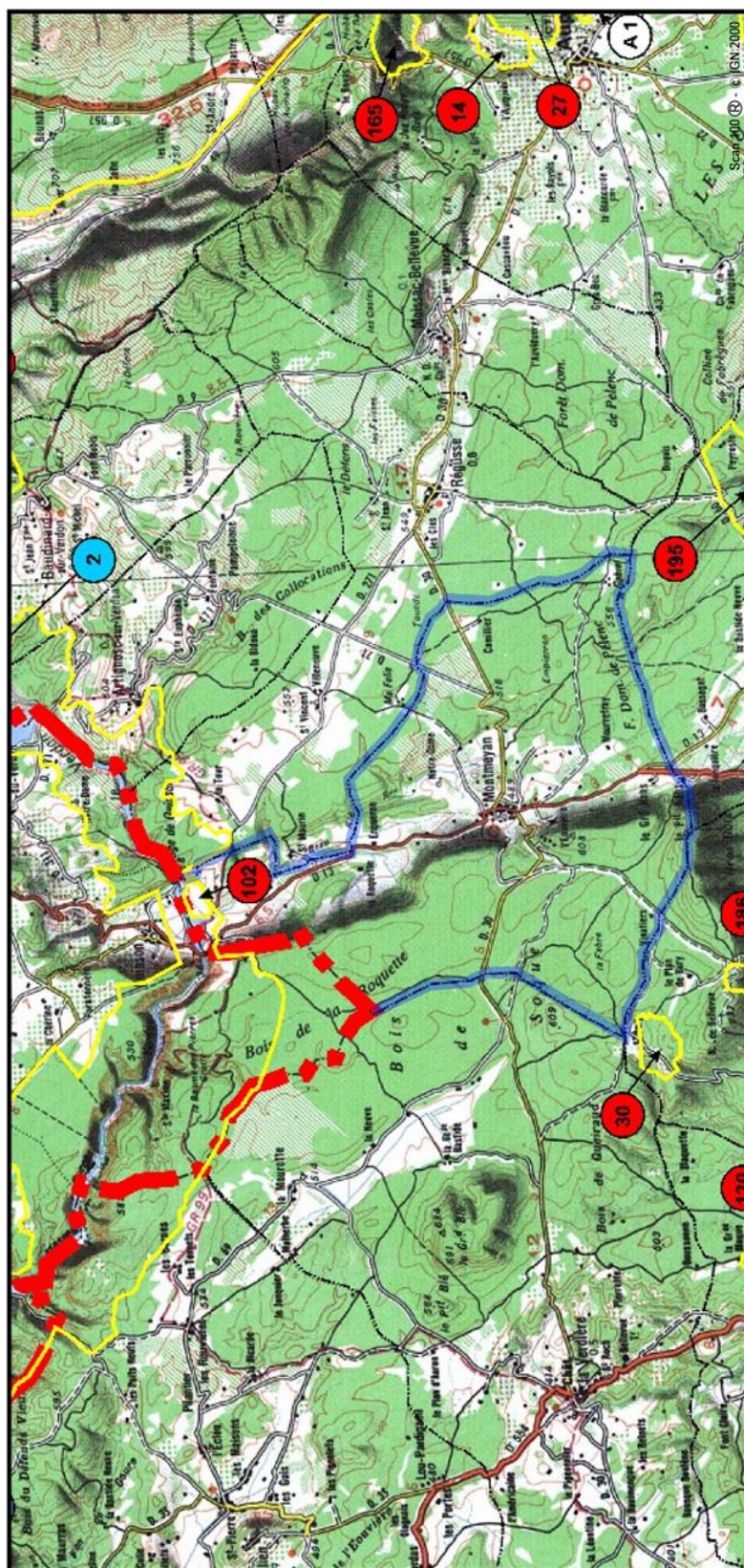
2.2 Adduction d'eau potable

Périmètres de protection des points d'eau



DEPARTEMENT DU VAR Bureau de Protection des Ressources en Eau des Collectivités

Extrait de l'inventaire départemental des périmètres de protection des points d'eau communaux



LEGende

PERIMETRES NON DEFINIS OU A REPRENDRE (15)

AVIS HYDROGEOLOGIQUE (37)

AVIS DU C.D.H.¹ OU DU C.O.D.E.R.S.T.² (41)

PERIMETRES DECLARES D'UTILITE PUBLIQUE (131)

ARRETE DE D.U.P.³ TRANSCRIT AUX HYPOTHEQUES (121)

CAPTAGE ABANDONNE POUR L'A.E.P.⁴ (A22)

FORAGE DE RECONNAISSANCE POUR L'A.E.P.⁴ (R4)

PERIMETRES EN COURS DE REVISION. (31)

LEGende

Périmètre de protection

Nouveau périmètre

Limite de commune

Zone d'étude

ECHELLE 1/100000

JANVIER 2010

1 Conseil Départemental d'Hygiène.

2 Conseil Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

3 Déclaration d'Utilité Publique.

4 Adduction en eau potable.

NB : Les données fournies au travers de ce document sont susceptibles d'évoluer.

A.M.V - B.P.R.E.C Rond-Point du 4 Décembre 1974 83007 DRAGUIGNAN Cedex Tél : 0498 106 220 - Télécopie : 0498 106 226 - Mèl : bprec @ wanadoo.fr



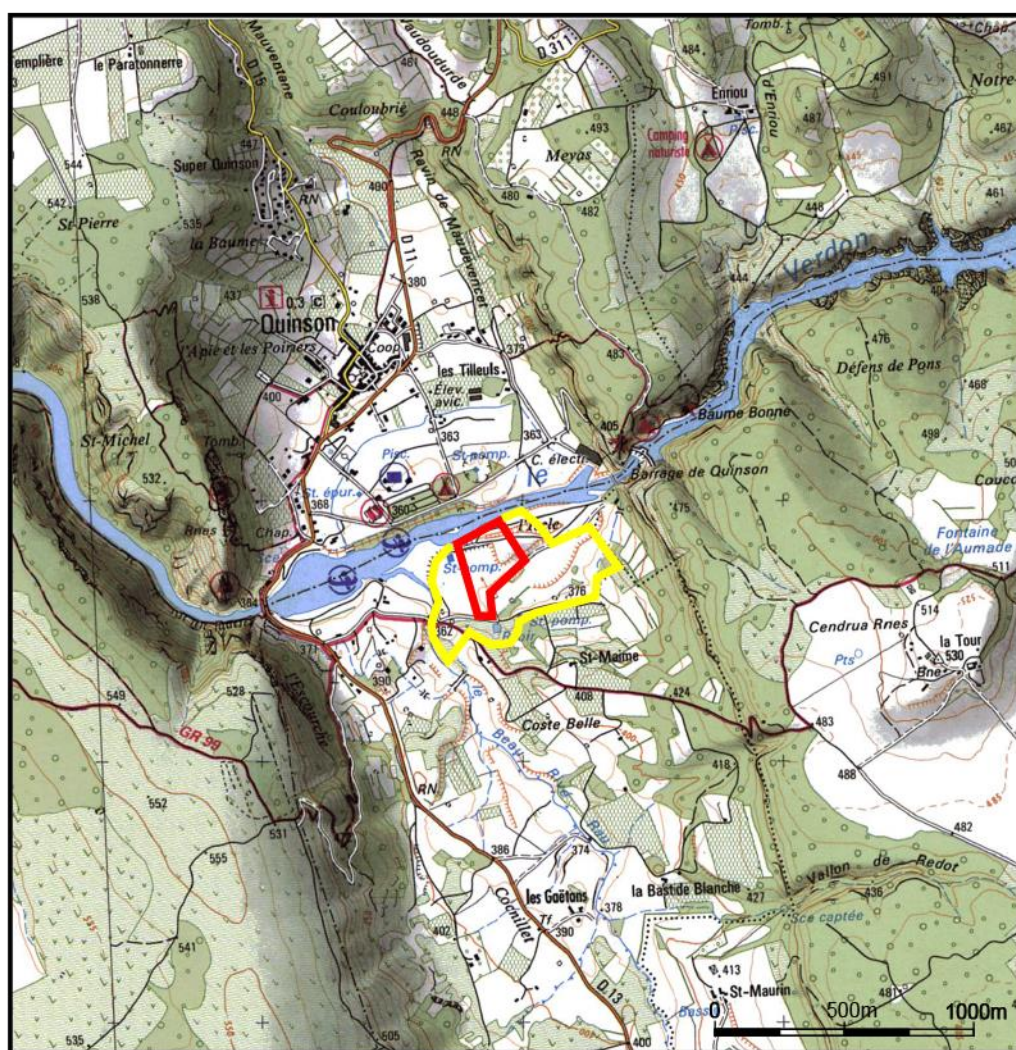
ASSOCIATION DES
MAIRES DU
VAR



Bureau de Protection des Ressources en Eau des Collectivités

S.I du HAUT VAR
PERIMETRES DE PROTECTION
Champ de captage de MONTMEYAN

PLAN DE SITUATION



N° d'inventaire 102
Rapport géologique du 10.04.78
Géologue E. COLOMB
Avis du C.D.H du 02.09.80
Arrêté de D.U.P du 26.04.84 et 12.08.91
Inscription aux hypothèques du 09.09.91

Scan 25 (R) - (C) IGN 2000
ECHELLE 1/25000

— Périmètre de protection immédiate
— Périmètre de protection rapprochée

PREFECTURE DU VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction de la réglementation
de l'administration générale

1er bureau

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

(décrets du 28 mars 1977)

Syndicat intercommunal du Haut-Var pour l'utilisation des
eaux du Verdon

- Projet de renforcement des ouvrages
- Institution des périmètres de protection
- Acquisition des terrains nécessaires à la constitution du
périmètre immédiat
- Autorisation complémentaire de dérivation des eaux.

Le Préfet, Commissaire de la République du département du Var, Chevalier
de la Légion d'Honneur,

VU le décret-loi du 8 août 1935 sur la protection des eaux souterraines et
les textes qui l'ont complété ou modifié,

VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et unifica-
tion des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'archi-
tecture et d'espaces protégés, modifié,

VU ensemble, les décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 portant
codification des textes législatifs et réglementaires concernant l'expropriation
pour cause d'utilité publique,

VU l'article 107 du code rural et le décret du 1er août 1905,

VU l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales,

VU le code de l'administration communale et, notamment, ses articles 141
et 152,

VU les articles L20 et L 20-1 du code de la santé publique,

.../...

- 2 -

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 modifié et complété par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L 20 du code de la santé publique;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines,

VU la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 (article 73),

VU l'arrêté préfectoral portant établissement de la liste des commissaires-enquêteurs pour l'année 1983,

VU le projet présenté par le Syndicat intercommunal du Haut-Var pour l'utilisation des eaux du Verdon portant sur :

- le renforcement des ouvrages syndicaux,
- l'établissement des périmètres de protection du champ de captage syndical,
- la dérivation des eaux nécessaires à la satisfaction des besoins des communes membres,
- l'acquisition des terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiat,

VU la délibération en date du 6 juillet 1982 par laquelle le comité du syndicat intercommunal du Haut-Var pour l'utilisation des eaux du Verdon a demandé la déclaration d'utilité publique de l'opération,

VU les pièces du projet et notamment :

- la notice explicative,
- le plan de situation,
- le plan général,
- le plan et l'état parcellaire des terrains compris dans les périmètres de protection du champ de captage,
- l'estimation sommaire des acquisitions et indemnités à envisager,
- la note sur les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants,

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène du 7 juillet 1981,

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Agriculture, avant enquête, en date du 6 septembre 1982,

....

- 3 -

VU l'avis de la société du canal de Provence en date du 28 juillet 1983,

VU les avis du Service régional de l'aménagement des eaux en date du 3 août 1983 et après enquête,

VU l'avis d'Electricité de France en date du 17 février 1984,

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'agriculture après enquête,

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 1983 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération en cause,

VU les certificats d'affichage de l'arrêté précité établis les 16 mars 1983 par M. le Maire de Régusse, le 21 mars 1983 par M. le Maire de Baudinard, le 18 mars 1983 par M. le Maire de Tavernes, le 23 mars 1983 par M. le Maire de Sillans-la-Cascade, le 12 mars 1983 par M. le Maire de Montmeyan, le 7 avril 1983 par M. le Maire d'Artignosc, le 25 mars 1983 par M. le Maire de Fox-Amphoux, le 7 avril 1983 par M. le Maire de Moissac-Bellevue,

VU les exemplaires des journaux "La Marseillaise" et "Var-Matin" dans lesquels ont été insérés les avis d'ouverture d'enquête et les rappels,

VU le registre principal d'enquête déposé à la mairie de REGUSSE et les registres subsidiaires déposés dans les mairies d'ARTIGNOSC, BAUDINARD, FOX-AMPHOUX, MOISSAC-BELLEVUE, MONTEYAN, SILLANS-la-CASCADE et TAVERNES du 7 au 27 avril 1983,

VU l'avis favorable émis par le commissaire-enquêteur le 21 mai 1983,

VU l'avis de M. le Commissaire-adjoint de la République de l'arrondissement de Brignoles le 31 mai 1983,

VU le rapport de l'ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, Directeur départemental de l'agriculture après enquête,

VU l'attestation de dispense de la Commission départementale des opérations immobilières et de l'architecture,

Considérant que les avantages attendus de la réalisation des travaux de renforcement des ouvrages du syndicat intercommunal du Haut-Var pour l'utilisation des eaux du Verdon sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer, et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au minimum,

Considérant que les dispositions projetées n'entrent pas dans la catégorie de celles prévues à l'article 2 du décret n° 72-195 du 29 février 1972,

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture du Var,

....//..

- 4 -

A R R E T E :

Article 1er .- Sont déclarés d'utilité publique les travaux de renforcement des ouvrages du syndicat intercommunal du Haut-Var pour l'utilisation des eaux du Verdon ainsi que les acquisitions nécessaires à leur réalisation et les périmètres de protection du champ de captage syndical.

Article 2 .- Le syndicat intercommunal du Haut-Var pour l'utilisation des eaux du Verdon est autorisé à dériver un volume maximum d'eau de 5 200 m³/jour avec un débit de pointe de 260 m³/heure.

Sur ce débit, et compte tenu de l'influence exercée par le Verdon sur le champ de captage du syndicat, un débit fictif continu de 54 m³/heure sera imputé sur les débits inscrits à l'article 50 du cahier des charges d'Electricité de France pour les chutes de QUINSON et VINON.

Article 3 .- Le syndicat devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par les travaux ou la dérivation des eaux.

Article 4 .- Il est établi, autour du champ de captage syndical, un périmètre de protection immédiat ainsi qu'un périmètre de protection rapproché et éloigné dont les délimitations respectives sont précisées par les indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté. Les servitudes attachées à ces périmètres sont précisées à l'article 5 ci-après.

Article 5 .-51. Périmètre de protection immédiat

511 - Acquisition - Les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiat doivent être acquis en pleine propriété par le syndicat et cloturés.

512 - Activités - Toutes activités y sont interdites en dehors de celles relatives au bon fonctionnement et à l'entretien des ouvrages d'exploitation du gîte aquifère (forages et station de pompage).

52. Périmètres rapproché et éloigné

521 - Interdictions - Sont interdits tous faits mentionnés au décret du 23 juillet 1977 déclarant d'utilité publique la constitution de périmètres de protection autour des réservoirs de Gréoux, Quinson, Ste-Croix sur le Verdon, à savoir :

- exploitation de carrières à ciel ouvert,
- installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, sauf à usage domestique sous réserve, pour ces derniers, qu'ils disposent d'une capacité de retenue étanche visitable et d'un volume au moins égal à celui du réservoir.

Sont également interdits, dans le cadre de la protection rapprochée des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités locales (décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et circulaire du 10.12.1960) :

.../...

- 5 -

l'aménagement de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- les forages et puits autres que ceux destinés aux besoins des collectivités locales.

522 - Dispositions particulières - Dans ce périmètre, les dispositifs d'assainissement de tout projet immobilier sera soumis à l'avis du conseil départemental d'hygiène qui jugera de l'opportunité de consulter un géologue agréé.

Article 6 .- Le périmètre de protection immédiat dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé à la diligence et aux frais du syndicat intercommunal du Haut-Var, par les soins de l'Ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, Directeur départemental de l'agriculture qui dressera procès-verbal de l'opération.

Article 7 .- Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de la publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans.

Article 8 .- Le Président du syndicat intercommunal du Haut-Var pour l'utilisation des eaux du Verdon est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de l'ordonnance modifiée n° 58-997 du 23 octobre 1958, les terrains et servitudes nécessaires à la constitution des périmètres de protection.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté.

Article 9 .- Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 10 .- Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président du syndicat intercommunal du Haut-Var, pour l'utilisation des eaux du Verdon :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection ;
- d'autre part, publié à la conservation des hypothèques du département du VAR et au recueil des actes administratifs de la préfecture du VAR.

Article 11 .- Il sera pourvu à la dépense au moyen d'inscriptions appropriées sur le budget du syndicat intercommunal du Haut-Var pour l'utilisation des eaux du Verdon.

.../...

Article 12 .- MM. le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,
le Sous-Préfet, Commissaire de la République de l'Arrondissement
de BRIGNOLES,
le Président du Syndicat Intercommunal du Haut Var pour
l'utilisation des eaux du Verdon,
les Maires de REGUSSE
ARTIGNOSC
BAUDINARD
FOX-AMPHOUX
MOISSAC-BELLEVUE
MONTMEYAN
SILLANS LA CASCADE
TAVERNES
le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche
le Directeur Départemental de l'Agriculture,
le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
arrêté, qui sera en outre inséré au Recueil des Actes Administratifs de la
Préfecture du Var.

TOULON, le 26 AVR. 1984


Le Préfet, Commissaire de la République,

Pour le Commissaire de la République
Le Secrétaire Général


François FILLIATRE

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau




André BUR

PREFECTURE DU VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'URBANISME ET DES
OPERATIONS FONCIERES
3ème Direction - 4ème Bureau

ARRETE COMPLEMENTAIRE EN DATE DU 12 AOUT 1991

Actualisant la réglementation de l'activité agricole à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée définie par arrêté préfectoral du 26 avril 1984 relatif à l'instauration des périmètres de protection du champ de captage syndical de Montmeyan situés sur le territoire de la commune de MONTMEYAN.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU HAUT VAR

Le Préfet du Var,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les articles L-20 et L-20-1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L-20 du Code de la Santé Publique ;

VU la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, complétée par la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 ;

VU le décret n° 89-3 du 03 janvier 1989, modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et à la protection de celles-ci par l'établissement de périmètres de protection ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

Réf. : 9107 DUP87

- 2 -

VU l'arrêté préfectoral en date du 26 avril 1984 déclarant d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection du Champ de captage syndical de Montmeyan et les prescriptions afférentes ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 14 Mai 1991, relatif à l'actualisation de la réglementation de l'activité agricole dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : L'article 5 de l'arrêté du 26 avril 1984 susvisé pour la partie relative à la réglementation de l'activité agricole dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée est actualisé ainsi qu'il suit :

- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, l'activité agricole est réglementée conformément au tableau ci-après :

Types d'activités	Périmètre de Protection Rapprochée		
	Interdit	Réglementé	Autorisé
* L'épandage de fumier et engrais organiques et chimiques nécessaires aux cultures		X (1)	
* L'épandage de lisiers	X		
* L'épandage de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X (1)	
* Le pacage des animaux		X (1)	

(1) - sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.

- 3 -

- A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, l'activité agricole est réglementée conformément au tableau ci-après.

Types d'activités	Périmètre de Protection Eloignée	
	Réglementé	Autorisé
* L'épandage de fumier et engrais organiques et chimiques nécessaires aux cultures	X (1)	
* L'épandage de lisiers	X (1)	
* L'épandage de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X (1)	
* Le pacage des animaux	X (1)	

(1) - sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.

Article 2 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté sera passible des peines prévues par la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 3 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président du Syndicat Intercommunal du Haut Var ;

- d'une part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département du VAR ;

- d'autre part, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection.

Article 4 : Les autres dispositions de l'arrêté du 26 avril 1984 restent inchangées.

- 4 -

Article 5 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

le Sous-Préfet de DRAGUIGNAN ;

le Président du SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU HAUT VAR ;

le Maire de MONTMEYAN ;

le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

le Directeur Départemental de l'Equipement ;

le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;


le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

sont chargés , chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, en outre, inséré au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

M. le Directeur des Services Fiscaux.

TOULON, le 12 AOUT 1991

POUR LE PREFET
Le Secrétaire Général



JEAN-LOUIS PELLAT



POUR AMPLIATION,
Le Chef de Bureau,

Marc GOUGNE

Extrait du rapport annuel du délégataire (Suez 2017)

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2017
(conforme au décret 2005-236 du 14 mars 2005)

MONTMEYAN



Copyright - Antenne May-summer

prêts pour la révolution de la ressource



1.1 Les chiffres clés

	2,277 € TTC/m ³ sur la base de la facture 120 m ³ (au 1 ^{er} janvier 2018)	
358 contacts clients		
	5 réparations fuites sur branchements	
6 réparations fuites sur canalisations		
	48 669 m ³ d'eau facturée aux usagers	
100 % de conformité sur les analyses bactériologiques		
	100 % de conformité sur les analyses physico-chimiques	
81,4 % de rendement du réseau de distribution		
	1,26 m ³ /km/j de pertes en réseau	

1 | Synthèse de l'année

1.2.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :

- (1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007				
Thème	Indicateur	2017	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	25,5	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	2,277	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	%	A
	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	%	A
	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	81,4	%	A
	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	95	Valeur de 0 à 120	A
	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	1,46	m³/km/j	A
	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	1,26	m³/km/j	A

Le détail de calcul de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable est présenté au chapitre 2.2. L'inventaire du Patrimoine.

1.2.2 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	Indicateur	2017	Unité	Degré de fiabilité
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2008	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2004	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

2 | Présentation du service

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	Date de prise d'effet	Date d'échéance	Objet
Contrat	08/03/2007	31/12/2017	Affermage
Avenant n°01	27/09/2016	31/12/2017	Prolongation du contrat de délégation de service public jusqu'au 31 décembre 2017 et mise à jour du patrimoine délégué.

2 | Présentation du service

2.2 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de desserte, et notamment les canalisations et accessoires de réseau acheminant l'eau potable jusqu'aux points de raccordement des branchements ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage ou de nettoyage).

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.2.1 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des châteaux d'eau et réservoirs			
Commune	Site	Volume utile	Unité
MONTMEYAN	Réservoir communal Montmeyer-Vitrolles	150	m3

- **LES CANALISATIONS**

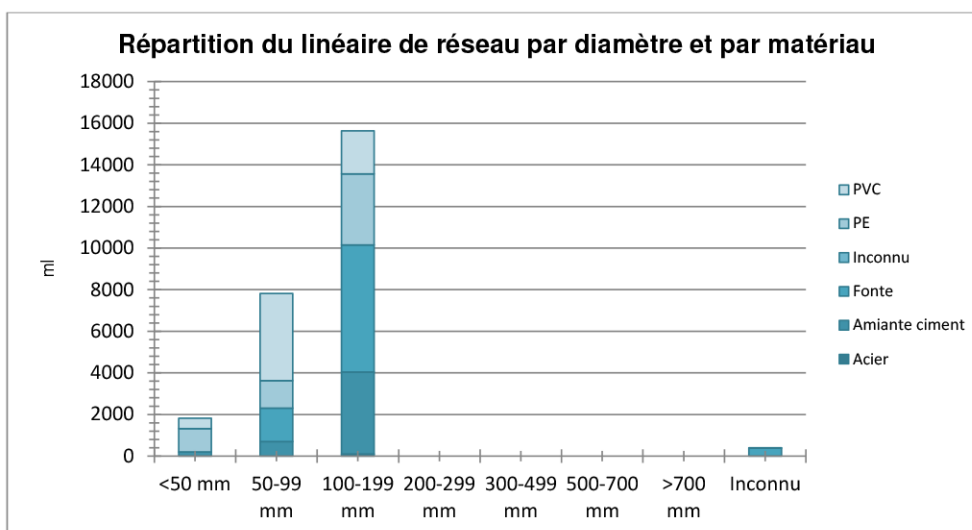
Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements.

Le linéaire de réseau communal est en forte augmentation par rapport à l'année précédente, suite à la cession en juin 2017 par le SIHV au profit de la commune de Montmeyer de la conduite de diamètre 100 mm en fonte arrivant depuis Régusse.

Le tableau ci-dessous n'intègre pas les conduites syndicales traversant la commune, soit 10,8 kms.

Linéaire de canalisation (ml)							
Diamètre / Matériau	Fonte	PE	Amiante ciment	PVC	Acier	Inconnu	Total
<50 mm	-	1 128	198	490	-	-	1 815
50-99 mm	1 605	1 331	697	4 182	-	-	7 815
100-199 mm	6 116	3 406	3 935	2 078	104	-	15 637
Inconnu	391	-	-	-	-	4	394
Total	8 111	5 865	4 830	6 749	104	4	25 662

2 | Présentation du service



- LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
MONTMEYAN	Désignation	2017
MONTMEYAN	Débitmètres / comptages de sectorisation	4
MONTMEYAN	Détendeurs / Stabilisateurs	4
MONTMEYAN	Vannes	99
MONTMEYAN	Vidanges, purges, ventouses	19

- LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Pourcentage de branchements en plomb restant	
MONTMEYAN	2017
Branchements en plomb avant compteur	0
% de branchements en plomb restant	0%

2 | Présentation du service

• LES COMPTEURS

Le tableau suivant détaille le parc compteur par diamètre et année de fabrication, exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

Composition des compteurs actifs en fonction du diamètre et de l'année de fabrication						
Année	DN 15	DN 20	DN 30	DN 40	DN 60	Total
2001	1					1
2002	12		1			13
2003	10	1		1		12
2004	31					31
2005	16					16
2006	18					18
2007	17					17
2008	45		1			46
2009	91					91
2010	22			1		23
2011	68					68
2012	28	1				29
2013	41		1		1	43
2014	57					57
2015	32		1	1		34
2016	9					9
2017	3					3
Total	501	2	4	3	1	511

2 | Présentation du service

• L'ANALYSE DU PATRIMOINE

Le tableau de calcul de l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable est présenté ci-après :

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	Descriptif	2017
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
	VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	0
	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
	VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
	VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	50
TOTAL (indicateur P103.2B)	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable	95

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

La commune de Montmeyan est alimentée par le Syndicat du Haut Var qui a pour vocation de livrer en limite de chacune des communes adhérentes une eau potable de qualité 24 heures sur 24.

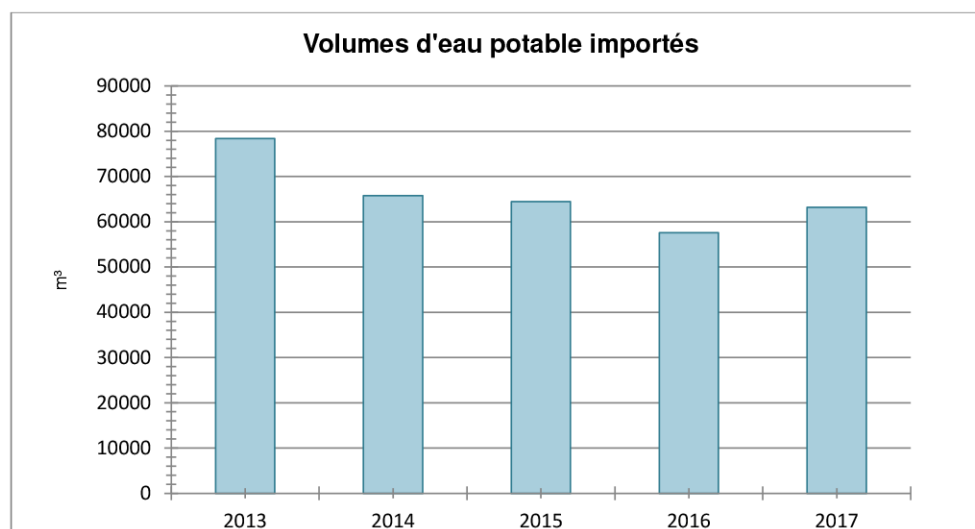
L'eau ainsi livrée à la commune de Montmeyan provient de la source de Fontaine L'Evêque située sous 70 m mètres d'eau dans le lac de Sainte Croix, et la station de production de Montmeyan Plage qui pompe l'eau dans 2 forages.

3.1.2 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (achetés au Syndicat du Haut Var) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile.

Le détail des index et des volumes mensuels par point d'importation est présenté en annexe 4.

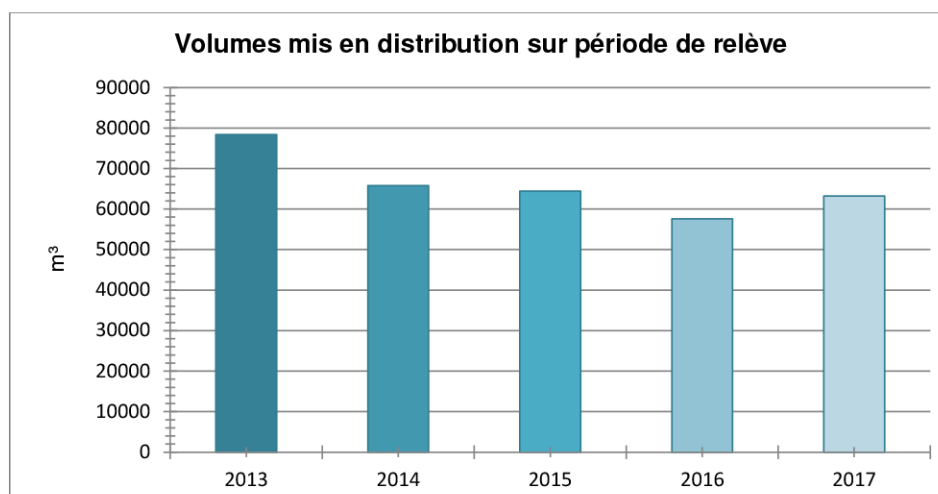
Volumes d'eau potable importés (m³)							
Site	Désignation	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1 (%)
Achat d'eau SI Haut Var	Volume d'eau potable importé	78 384	65 777	64 462	57 562	63 212	9,8%
Total volumes eau potable importés (B)		78 384	65 777	64 462	57 562	63 212	9,8%



3 | Qualité du service

3.1.3 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relèvement

Volumes mis en distribution sur période de relèvement (m³)						
Désignation	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1 (%)
Total volumes eau potable produits (A)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes eau potable importés (B)	78 384	65 777	64 462	57 562	63 212	9,8%
Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	78 384	65 777	64 462	57 562	63 212	9,8%



3.1.4 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relèvement

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèvements ramenée à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- Volumes comptabilisés : ils résultent des relevés des appareils de comptage des abonnés. Ces volumes relevés correspondent aux volumes facturés (incluant les volumes exonérés) et aux volumes dégrèvés,
- Volumes consommés sans comptage : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement,
- Volumes de service du réseau : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement). Ces volumes sont estimés par le calcul suivant :

Volume consommé sans comptage = 2% des volumes produits et importés.

Volume de service du réseau = 1% des volumes produits et importés.

3 | Qualité du service

Volumes consommés autorisés (m³)					
Désignation	2013	2014	2015	2016	2017
Volumes comptabilisés ($E = E' + E''$)	49 283	45 209	43 238	46 039	49 542
- dont Volumes facturés (E')	49 283	43 169	41 890	46 027	48 669
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrévés, gestes commerciaux, irrécouvrables...) (E'')	0	2 040	1 348	12	873
Volumes consommés sans comptage (F)	1 568	658	645	576	632
Volumes de service du réseau (G)	784	1 316	1 289	1 151	1 264
Total des volumes consommés autorisés ($E+F+G = (H)$)	51 635	47 183	45 172	47 766	51 438

3.1.5 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

L'indice linéaire de pertes en réseau, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m³/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites
- de la politique de renouvellement du réseau
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m³/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les pertes d'eau potable en réseau, ici comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ces pertes en réseau se décomposent en :

- Pertes réelles : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- Pertes apparentes : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement aux pertes d'eau potables en réseau, les volumes non comptés, ici comptabilisés sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

3 | Qualité du service

Indice linéaire de pertes (m³/km/j)					
Désignation	2013	2014	2015	2016	2017
Volumes mis en distribution (D)	78 384	65 777	64 462	57 562	63 212
Volumes comptabilisés (E)	49 283	45 209	43 238	46 039	49 542
Volumes consommés autorisés (H)	51 635	47 183	45 172	47 766	51 438
Pertes en réseau (D-H) = (J)	26 749	18 594	19 290	9 796	11 774
Volumes non comptés (D-E) = (K)	29 101	20 568	21 224	11 523	13 670
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	20,8	21,4	21,9	22,7	25,7
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	3,83	2,63	2,67	1,39	1,46
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	3,52	2,38	2,42	1,18	1,26

Le calcul de l'ILP ne tient compte que des linéaires de réseau de distribution communale (le linéaire de conduite du Syndicat du Haut Var traversant la commune n'est pas pris en compte).

3.1.6 Le rendement de réseau et le Grenelle 2

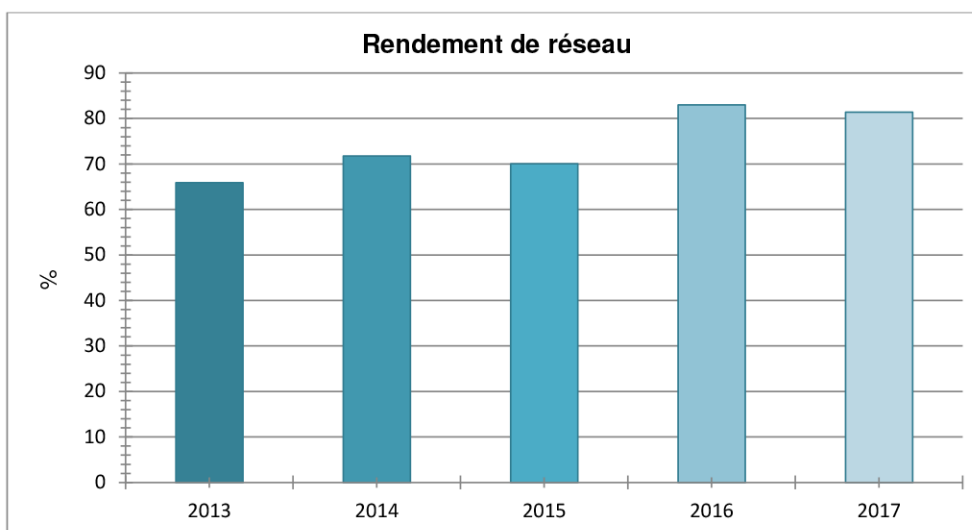
Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Le réseau de distribution de la commune de Montmeyan respecte l'objectif de performance du Grenelle 2.

Performance rendement de réseau					
Désignation	2013	2014	2015	2016	2017
Volumes mis en distribution (D)	78 384	65 777	64 462	57 562	63 212
Volumes consommés autorisés (H)	51 635	47 183	45 172	47 766	51 438
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	20,8	21,4	21,9	22,7	25,7
Indice Linéaire de Consommation (HxC)/(365xL)	6,8	6,0	5,7	5,8	5,5
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	66,4	66,2	66,1	66,1	66,1
Rendement de réseau (%) = 100 * H / D	65,9	71,7	70,1	83,0	81,4

3 | Qualité du service



3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

« L'Eau consommée doit être propre à la consommation » (Extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité organoleptique,
- La qualité physico-chimique due à la structure naturelle des eaux,
- Les substances indésirables,
- Les substances toxiques,
- Les pesticides et les produits apparentés,
- La qualité microbiologique.

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- La valeur de qualité limite, appelée également conformité : pour différents paramètres bactériologiques (entérocoques, escherichia coli,...) ou physicochimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb,...), le Code de la Santé Publique fixe une valeur qui ne doit pas être dépassée. Un dépassement implique de déclarer l'eau non-conforme et de rechercher et mettre rapidement en œuvre une solution de mise en conformité de l'eau distribuée car la récurrence du dépassement peut représenter à terme une menace pour la santé des consommateurs.
- la valeur de qualité de référence : il n'est pas obligatoire de respecter ces valeurs imposées par le Code de la Santé Publique pour un certain nombre de paramètres bactériologiques (coliformes,...) ou physico-chimiques (turbidité, cuivre, fer total,...). Toutefois le dépassement récurrent de la valeur de référence doit conduire à trouver une solution pour éliminer le problème ainsi mis en évidence, en raison des incidences sur les installations de production, les réseaux de distribution publics ou privés ou bien encore le confort d'utilisation par les consommateurs.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- Le contrôle sanitaire officiel et légal exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Au titre du contrôle officiel des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en divers points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier la qualité physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la qualité sanitaire des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau distribuée. Il est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence des analyses du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par le Code de Santé Publique, reprenant le décret n°2001-1220 en date du 20 décembre 2001.
- La surveillance d'exploitation : Pour s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité, nous surveillons en permanence la qualité de l'eau qu'elle produit et distribue en vérifiant sa conformité. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

3.2.2 Le plan Vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE 2016 ; parmi les plus significatives :

- un dispositif de sur-chloration peut être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des sites industriels,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

La révision des dispositifs anti-intrusion et des dispositifs de chloration a été lancée et conduira potentiellement l'exploitant à faire des propositions d'améliorations.

3 | Qualité du service

3.2.3 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution											
		Contrôle sanitaire					Surveillance				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Réfé- rence	Nbr · NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Réfé- rence	Nbr · NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	6	0	100,0 %	0	100,0%	4	0	100,0 %	0	100,0%
Bulletin	Physico- chimique	7	0	100,0 %	0	100,0%	4	0	100,0 %	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	36	0	100,0 %	0	100,0%	12	0	100,0 %	0	100,0%
Paramètre	Physico- chimique	67	0	100,0 %	0	100,0%	8	0	100,0 %	0	100,0%

3.2.4 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	6	0	100%
Physico-chimique	2	0	100%

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille des aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Le nettoyage des réservoirs	
Site	Date d'intervention
Réservoir communal Vitrolles	09/11/2017
Réservoir d'équilibre 150m3 (propriété SIHV)	13/11/2017

3.3.2 Les interventions sur le réseau de distribution

• LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées en 2017 sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution		
Indicateur	Type d'intervention	2017
Accessoires	créés	-
Accessoires	renouvelés	-
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	2
Branchements	créés	5
Branchements	modifiés	3
Branchements	renouvelés	-
Compteurs	posés	6
Compteurs	remplacés	4
Devis métrés	réalisés	7
Enquêtes	Clientèle	53
Fermetures d'eau	à la demande du client	1
Eléments de réseau	mis à niveau	-
Remise en eau	sur le réseau	10
Réparations	fuite sur accessoire réseau	-
Réparations	fuite sur branchement	5
Réparations	fuite sur réseau de distribution	6

3.4 Le bilan clientèle

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Le nombre de client est détaillé dans le tableau suivant.

Depuis 2016, et la mise en service de notre nouveau logiciel clientèle (Odyssee), la notion d'abonné a évolué pour se rapprocher d'une vision "domaine clientèle". Le nombre de clients présenté dans le tableau ci-dessous correspond désormais au nombre de comptes actifs en fin de période et étant redevables d'au moins une facture. Avant 2016, le nombre de clients correspondait au nombre d'abonnés distincts au cours de l'année, un client ayant quitté le logement en cours d'année était comptabilisé (plusieurs clients pouvaient donc être comptabilisés sur à un même compteur).

Dorénavant, il est également possible de distinguer plus précisément les différentes catégories de client, notamment avec la création d'une nouvelle catégorie : « Professionnels » (agriculteur, hôpitaux, gendarmerie, lycées, pompiers). Ceux-ci étaient précédemment comptabilisés dans la classe client « Particuliers ».

Le nombre de clients						
Désignation	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1 (%)
Particuliers	509	517	516	469	468	- 0,2%
Collectivités	-	-	-	19	19	0,0%
Professionnels	-	-	-	16	19	18,8%
Total	509	517	516	504	506	0,4%

3.4.2 Les volumes vendus

Les volumes vendus, décomposé par famille de consommateurs, sont les suivants :

Ce sont des volumes bruts facturés sur la période de relève : ils ne sont pas ramenés à 365 jours.

Volumes vendus (m³)						
Désignation	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	48 140	40 221	41 924	39 601	40 457	2,2%
Volumes vendus aux collectivités	2 223	2 238	- 149	839	2 954	252,1%
Volumes vendus aux professionnels	-	-	-	5 964	5 258	- 11,8%
Total des volumes facturés	50 363	42 459	41 775	46 404	48 669	4,9%

Suite à la mise en place du nouveau logiciel de Gestion Client (Odyssee), une partie des « volumes vendus aux particuliers » est dorénavant comptabilisée dans la catégorie « volumes vendus aux professionnels ».

3 | Qualité du service

3.4.3 La typologie des contacts clients

La décomposition des modes de contacts avec les clients consommateurs s'établit de la façon suivante :

Typologie des contacts	
Désignation	Nombre de contacts
Téléphone	259
Courrier	48
Internet	16
Visite en agence	35
Total	358

3.4.4 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	Nombre de demandes	dont réclamations
Gestion du contrat client	291	-
Facturation	20	17
Règlement/Encaissement	18	3
Prestation et travaux	10	-
Information	161	-
Dépose d'index	16	-
Technique eau	17	17
Total	533	37

Le nombre de réclamations et de demandes (classé par motif) est différent de celui reporté dans le tableau relatif à la typologie des contacts.

En effet, suite à la bascule vers le nouveau logiciel client (Odyssee), un contact client peut désormais être classifié dans plusieurs rubriques de « motifs de contacts ».

En d'autres termes, un contact client peut donner lieu à plusieurs demandes et/ou réclamations.

3.4.5 L'activité de gestion clients

Activité de gestion	
Désignation	2017
Nombre de relevés de compteurs	576
Nombre d'abonnés mensualisés	215

3 | Qualité du service

Activité de gestion	
Désignation	2017
Nombre d'abonnés prélevés	69
Nombre d'échéanciers	13
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	1 038
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	44
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	44
Nombre total de factures comptabilisées	1 126

3.4.6 La relation clients

La relation clients	
Désignation	2017
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui
Taux de prise d'appel au CRC	77,5
Satisfaction Post Contact	7,1
Mesure de la satisfaction Clientèle : Note de satisfaction globale	7,1
Pourcentage de clients satisfaits	75
Nombre de clients buvant de l'eau du robinet	-
Nombre de réclamations écrites FP2E	2
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	16
Nombre d'arrivées clients dans la période	16
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	100
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	4

3.4.7 L'encaissement et le recouvrement

L'encaissement et le recouvrement	
Désignation	2017
Créances irrécouvrables (€)	637,72
Délai Paiement client (j)	14
Montant des créances hors travaux supérieures à 6 mois (€ TTC)	13 338,6
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,92
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0,86

2.3 Assainissement collectif

Extrait du rapport annuel du délégataire (Suez 2017)

service de l'assainissement








Rapport annuel du délégataire 2017

(conforme au décret 2005-236 du 14 mars 2005)

MONTMEYAN



1.1 Les chiffres clés

	26 031 kWh d'énergie électrique consommée sur les installations	
1,6 TMS de boues évacuées		
	2,46 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³ (au 1 ^{er} janvier 2018)	
7 désobstructions de branchement		
	6 désobstructions de réseau	
8,1 km de réseau total d'assainissement		
	291 clients assainissement collectif	

1 | Synthèse de l'année

1.2.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :

(1) : producteur de l'information = Collectivité

(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007				
Thème	Indicateur	2017	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	8,09	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	1,6	TMS	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	2,46	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	30	Valeur de 0 à 120	A

1.2.2 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs de la FP2E				
Thème	Indicateur	2017	Unité	Degré de fiabilité
Dépollution	Indice de conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Oui	Oui / Non	A
Satisfaction des usagers	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Accès à l'eau	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Non	Oui / Non	A
Certification	Obtention de la certification ISO 9001 version 2008	Oui	Oui / Non	A
Certification	Obtention de la certification ISO 14001 version 2004	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

2 | Présentation du service

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	Date de prise d'effet	Date d'échéance	Objet
Contrat	19/09/2004	31/12/2017	Affermage
Avenant n°01	27/09/2016	31/12/2017	Prolongation de la durée initiale du contrat jusqu'au 31 décembre 2017

2 | Présentation du service

2.2 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.2.1 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)				
Réseau	Écoulement	Amiante ciment	PVC, PE, PP	Total
Eaux usées	Gravitaire	2 828	4 941	7 769
Eaux usées	Refoulement	-	322	322
Total		2 828	5 263	8 091

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau		
Commune	Désignation	2017
MONTMEYAN	Regards réseau	202

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	Site	Année de mise en service	Débit nominal	Unité
MONTMEYAN	PR Proudhomme	2014	10	m³/h

2 | Présentation du service

• LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	Site	Année de mise en service	Capacité de traitement (Eq. hab)
MONTMEYAN	STEP Montmeyan	1995	1 500

• L'ANALYSE DU PATRIMOINE

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	Descriptif	2017
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	5
	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	0
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	15
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	0
	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage,...) (10 points)	10
	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement,...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	0
	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	30
TOTAL (indicateur P202.2B)	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	30

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

3.1.1 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage préventif réalisées sur les canalisations.

Curage préventif Réseau					
	2013	2014	2015	2016	2017
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	500	1 100	460	990	1 139

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Désobstructions					
	2013	2014	2015	2016	2017
Désobstructions sur réseaux	7	5	6	5	6
Désobstructions sur branchements	7	3	4	6	7

3.1.2 L'exploitation des postes de relèvement

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Le poste Proudhomme est alimenté électriquement par le branchement de la salle polyvalente.

- **LES CONTRÔLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des derniers contrôles réalisés est :

Contrôles réglementaires		
Site	Type de contrôle	Date de contrôle
PR Proudhomme - Montmeyan	Equipement électrique	07/02/2017

3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

3.2.1 L'exploitation des ouvrages de traitement

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions sur le réseau de collecte et les ouvrages de traitement, les charges et concentrations entrantes au niveau des stations de traitement, les apports extérieurs, les consommations de réactifs et d'énergie, ...

- **LES CHARGES ENTRANTES**

Le tableau suivant détaille l'évolution des concentrations et charges en entrée de station.

Charges entrantes (kg/j)					
STEP Montmeyan	2013	2014	2015	2016	2017
DBO5	14,5	9,1	16,1	12,8	16,7
DCO	53,2	24,3	42	24,6	40
MeS	42,2	15,7	17,4	14,6	24,2

- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des boues produites en station d'épuration.

Production des boues					
STEP Montmeyan	2013	2014	2015	2016	2017
MS boues (T)	2,1	1,9	2	2	1,6

L'évacuation des boues est de la compétence de la commune de Montmeyan, elles sont valorisées en agriculture.

- **LES SOUS-PRODUITS DE TRAITEMENT**

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des sous-produits évacués.

Bilan sous produits évacués			
STEP Montmeyan	Nature	Filière	2017
S10 - Sable produit	Volume (m³)	ISDND	3
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	3,03
S9 - Huiles/graisses évacuées sans traitement	Volume (m³)	ISDND	16

3 | Qualité du service

• LA CONSOMMATION ELECTRIQUE

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des stations d'épuration (kWh)						
Commune	Site	2013	2014	2015	2016	2017
MONTMEYAN	STEP Montmeyan	23 835	22 586	23 606	23 895	26 031
Total		23 835	22 586	23 606	23 895	26 031

3.2.2 Les interventions sur les stations d'épuration

• LES CONTROLES REGLEMENTAIRES

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des derniers contrôles réalisés est :

Contrôles réglementaires		
Site	Type de contrôle	Date de contrôle
STEP Montmeyan	Equipement électrique	7/02/2017

3.2.3 La conformité des rejets du système de traitement

• L'ARRETE PREFECTORAL

Le principal texte réglementaire régissant l'auto-surveillance est l'arrêté du 21 juillet 2015, dont certains points comme la conformité du système de collecte ont été précisés dans la note du 7 septembre 2015. En février 2017 l'administration a diffusé un commentaire technique dont la partie 2 est consacrée à l'autosurveillance des systèmes d'assainissement collectifs.

Synthèse de l'arrêté						
Nom de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Conc. Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)
Arrêté ministériel du 21 juillet 2015	DBO5	24	35	70	OU	60
	DCO	41	200	400	OU	60
	MeS	32		85		50

3 | Qualité du service

• LA CONFORMITE DES FREQUENCES D'ANALYSE

Le respect du nombre d'analyses retenues par rapport au nombre prévu par l'arrêté est synthétisé dans le tableau suivant :

Conformité du planning d'analyses					
STEP Montmeyan	Paramètres	A réaliser	Réalisées	Retenues	Taux de conformité
Arrêté ministériel du 21 juillet 2015	DBO5	2	2	2	100,0%
Arrêté ministériel du 21 juillet 2015	DCO	2	2	2	100,0%
Arrêté ministériel du 21 juillet 2015	MeS	2	2	2	100,0%

• LA CONFORMITE PAR PARAMETRE

Le détail par paramètre apparaît sur le tableau suivant :

Conformité par paramètre								
Paramètres	Flux moy. Entrée (kg/j)	Conc. moy. Sortie (mg/l)	Flux moy. Sortie (kg/j)	Rendement moyen (%)	Nombre de dépassements	Nombre de dépassements tolérés	Rédhibitoires	Conformité
DBO5	16,69	7,17	0,32	98	0	0	0	Oui
DCO	40,03	51,5	2,29	94	0	0	0	Oui
MeS	24,16	11,58	0,52	98	0	0	0	Oui

• LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres.

Conformité annuelle globale						
Commune	Site	2013	2014	2015	2016	2017
MONTMEYAN	STEP Montmeyan	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

3 | Qualité du service

3.3 Le bilan clientèle

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Le nombre de client est détaillé dans le tableau suivant.

Depuis 2016, et la mise en service de notre nouveau logiciel clientèle (Odyssée), la notion d'abonné a évolué pour se rapprocher d'une vision "domaine clientèle". Le nombre de clients présenté dans le tableau ci-dessous correspond désormais au nombre de comptes actifs en fin de période et étant redevables d'au moins une facture. Avant 2016, le nombre de clients correspondait au nombre d'abonnés distincts au cours de l'année, un client ayant quitté le logement en cours d'année était comptabilisé (plusieurs clients pouvaient donc être comptabilisés sur à un même compteur).

Dorénavant, il est également possible de distinguer plus précisément les différentes catégories de client, notamment avec la création d'une nouvelle catégorie : « Professionnels » (agriculteur, hôpitaux, gendarmerie, lycées, pompiers). Ceux-ci étaient précédemment comptabilisés dans la classe client « Particuliers ».

Le nombre de clients assainissement collectif					
Désignation	2013	2014	2015	2016	2017
Particuliers	319	323	292	270	272
Collectivités	-	-	-	8	7
Professionnels	-	-	-	12	12
Total	319	323	292	290	291

3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement					
Type volume	2013	2014	2015	2016	2017
Volumes assujettis (m³)	17 557	19 811	18 069	21 771	20 686

3.3.3 La typologie des contacts clients

La décomposition des modes de contacts avec les clients consommateurs s'établit de la façon suivante :

Typologie des contacts	
Désignation	Nombre de contacts
Téléphone	259
Courrier	48
Internet	16
Visite en agence	35
Total	358

4 | Comptes de la délégation

4.3 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Déléataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué,
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé sont des biens du domaine privé de SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, ainsi que l'outillage et équipements, bureaux, véhicules, mobilier, informatique, etc., ...

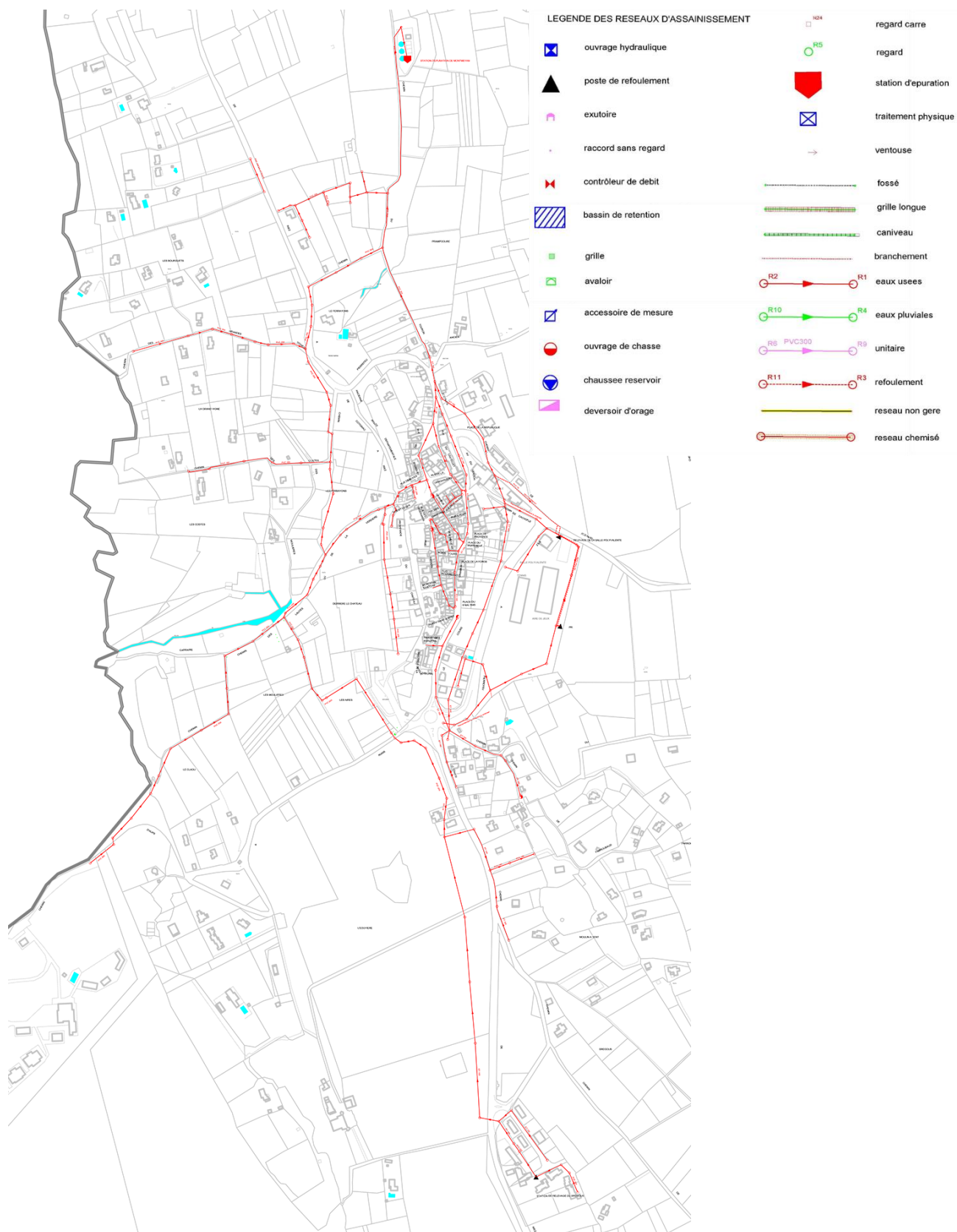
4.3.1 Le renouvellement

• LES OPERATIONS REALISEES

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations suivantes :

Le renouvellement de l'année	
Installation	Opération réalisée
Poste de relevage	Pas de d'opération de renouvellement
Station d'épuration	Renouvellement pompe de recirculation boues

Extrait du plan du réseau d'assainissement (Suez, 06/2017)



2.4 Assainissement non collectif

L'assainissement non collectif (ANC), également appelé assainissement individuel ou autonome, consiste à traiter les eaux usées des constructions. En effet, l'eau doit être épurée avant d'être rejetée dans le milieu naturel.

L'ANC est assez répandu dans les zones présentant un habitat dispersé, comme c'est le cas pour une grande partie du territoire de la Communauté de communes Provence Verdon.

Ce système de traitement des eaux usées est techniquement performant à condition d'être bien pensé, bien dimensionné et bien entretenu.

La Loi sur l'eau de 1992 et la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) de 2006, soucieuses de préserver la ressource en eau et les milieux naturels, responsabilisent les citoyens et les communes :

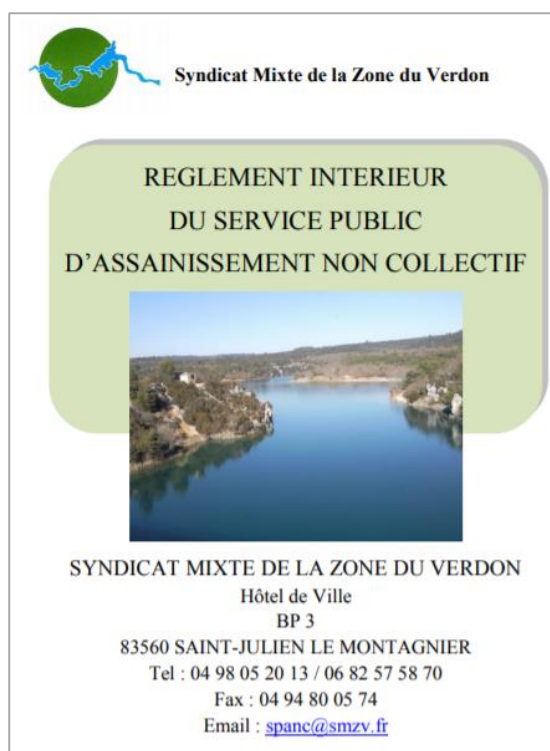
- chaque propriétaire ou usager d'un assainissement autonome est tenu de le maintenir en bon état de fonctionnement.
- chaque commune doit délimiter les zones relevant de l'assainissement autonome dans lesquelles elle est tenue d'assurer le contrôle.

Dans ce contexte, la Communauté de communes a pour mission de réaliser les contrôles périodiques de fonctionnement des installations existantes, de vérifier la conformité des installations nouvelles (contrôle de conception et de bonne exécution).

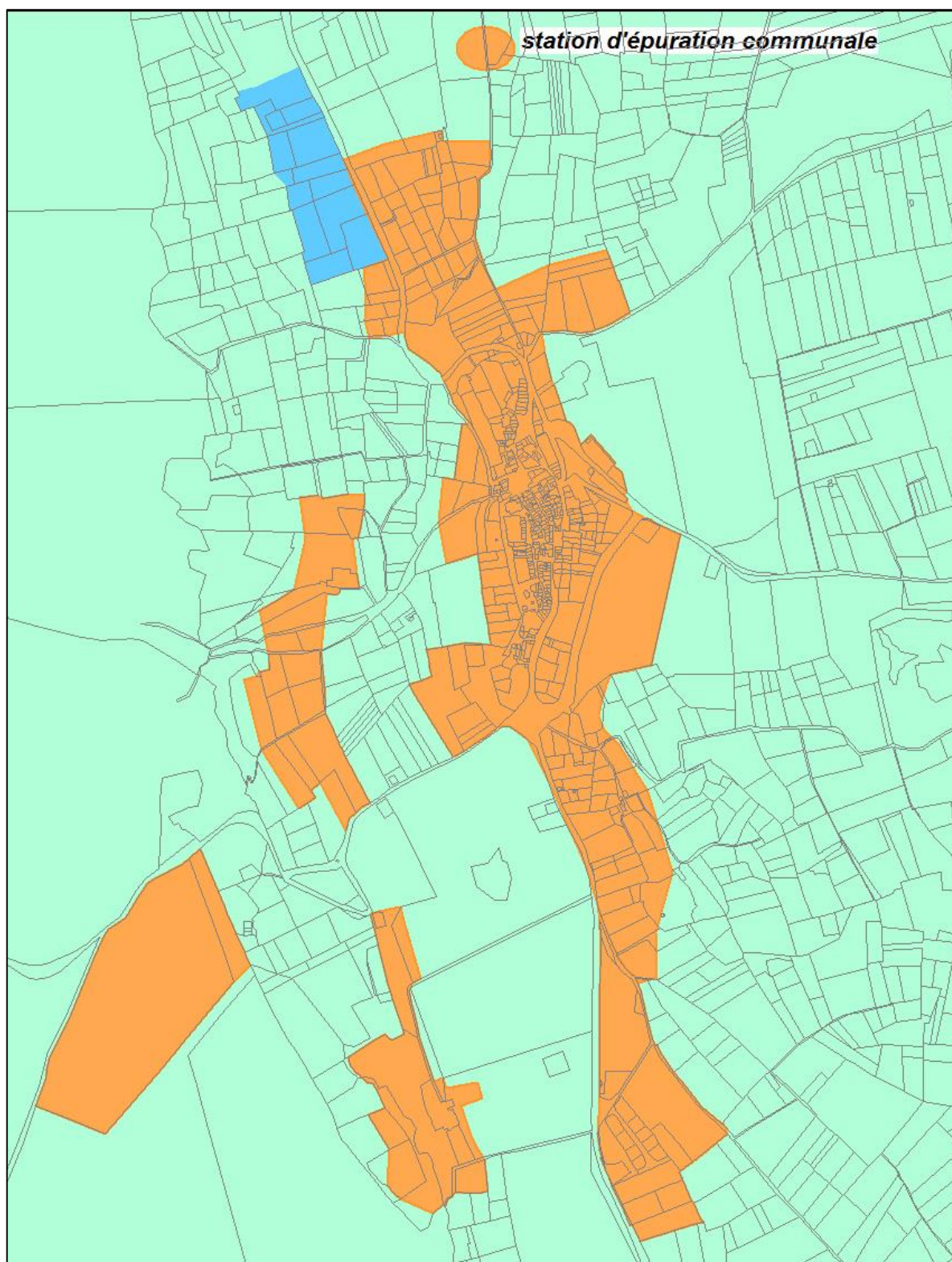
Le contrôle est confié au Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).



Le règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est disponible en mairie et sur Internet www.provenceverdon.fr



2.5 Découpage du territoire par type d'assainissement : collectif ou non collectif



- Quartiers raccordés à l'assainissement collectif
- Quartiers prévus pour accueillir une extension du réseau d'assainissement collectif
- Quartiers disposant d'un Assainissement Non Collectif ANC